

CONVERSATION POSITIVE

RAPPORT DE CONCLUSION

NOVEMBRE 2021

INTRODUCTION

Depuis plus d'un an, différents membres de l'ORU Fogar parlent de la gouvernance de demain. La pandémie de COVID-19 a montré que les gouvernements régionaux sont essentiels pour faire face à la complexité du monde globalisé. Voici les conclusions de ce débat.

Face à l'état d'alarme mondial, Abdessamad Sekkal, en tant que président de l'ORU Fogar, a appelé le monde régional et surtout les membres de l'ORU Fogar à avoir un grand débat sur le rôle des régions dans la future gouvernance. La pandémie de COVID-19, en tant que problème de santé publique, a donné un rôle renouvelé à l'administration publique. Dans toutes les géographies, l'État central a pris le contrôle face à une situation aussi grave que l'alerte. Dans certains cas, ce contrôle a été effectué avec une coordination parfaite avec les gouvernements locaux et régionaux. Dans d'autres, cependant, la pandémie a facilité une recentralisation déjà latente. Partout, les régions ont joué un rôle clé à au moins deux titres : dans la diffusion des recommandations pour lutter contre l'épidémie et au service des populations les plus vulnérables.

Personne n'a pu se passer des régions. Ainsi, cette crise a montré quelques preuves. Le monde du 21ème siècle est un monde d'une complexité extraordinaire et, dans ce monde complexe, le centralisme n'est plus une option. L'architecture de la nouvelle gouvernance se construit et les régions doivent trouver leur espace. En tant que gouvernement à dimension humaine, le gouvernement intermédiaire doit voir comment il s'articule avec les collectivités locales, avec le gouvernement central, et comment il participe aux dynamiques globales.

L'initiative « Conversation positive » a été une première contribution à ce débat. Lorsque les réunions en face à face étaient impossibles, le format virtuel nous a permis un dialogue agile et ouvert. Cette expérience a commencé par une conversation entre Abdessamad Sekkal, président de l'ORU Fogar et président du Conseil régional de Rabat Salé Kénitra du Maroc, pays en voie de décentralisation avancée, et Thierry Cornillet, président fondateur de l'AIRF, régionaliste convaincu qui a été député européen et membre de l'Assemblée nationale française.

Après cette conversation, d'autres ont suivi avec des gouverneurs et présidents régionaux de différents continents. Dans les langues officielles de l'ORU Fogar, espagnol, français ou anglais, un marocain, un sénégalais et un président régional de Côte d'Ivoire, un français, un belge et un finnois, un chilien, un argentin, un équatorien, un colombien, un péruvien et un uruguayen. Au-delà des singularités de chaque cas, déterminées par la situation politique, des dynamiques, des situations et des problèmes communs ont été trouvés dans toutes ces géographies. Cela permet de tirer quelques conclusions.



CALENDRIER 2020-2021

9 JUILLET 2020

FRANÇAIS

ABDESSAMAD SEKKAL, PRÉSIDENT DE L'ORU FOGAR
THIERRY CORNILLET, PRÉSIDENT FONDATEUR AIRF

5 NOVEMBRE 2020

FRANÇAIS

YÉBOUÉ-KOUAMÉ PASCAL, PRÉSIDENT DE BÉLIER,
CÔTE D'IVOIRE
ADAMA DIOUF, PRÉSIDENT DE L'ADS,
SÉNÉGAL

27 JANVIER 2021

ANGLAIS

ANN-SOFI BACKGREN, VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
DES RÉGIONS FRONTIÈRES D'EUROPE (ARFE)
JEAN-LUC VANRAES, VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES
RÉGIONS D'EUROPE (ARE)

16 AVRIL 2021

ESPAGNOL

MARCELO CARRASCO, PRÉSIDENT D'ANCORE
MANUEL FERNANDO CALVO, SOUS-GOUVERNEUR DE
LA PROVINCE DE CORDOUE

14 MAI 2021

ESPANOL

PABLO JURADO, PRÉSIDENT DU CONGOPE, ÉQUATEUR
CAMILO ERNESTO LLOREDA, DIRECTEUR DU RAP PACIFIQUE

16 SEPTEMBRE 2021

ESPANOL

MARIO GARCÍA, INTENDANT DU DÉPARTEMENT DE
LAVALLEJA, URUGUAY
CARLOS RUA, GOUVERNEUR D'AYACUCHO ET PRÉSIDENT DE
L'ANGR, PÉROU

ORU FOGAR
ORGANISATION DES RÉGIONS UNIES

CONVERSATION POSITIVE
Les régions dans la gouvernance post-COVID-19

9 juillet 2020
(en français)



Abdessamad Sekkal,
Président ORU Fogar



Thierry Cornillet,
Président fondateur AIRF

14:00 (Rabat, Dakar, Abidjan, Ouagadougou)
15:00 (Niamey) 16:00 (Barcelona, Paris)
17:00 (Mutsamudu) 18:00 (Saint-Denis)

YouTube LIVE

ORU FOGAR
UNITED REGIONS ORGANIZATION

YouTube ORU Fogar

Conversation positive

Les régions dans la gouvernance post-COVID-19

5 novembre 2020



Adama Diouf
Président de FADSI
Sénégal



Yéboué Kouamé Pascal
Président Région
Côte d'Ivoire

16:00 CET
15:00 Sénégal
15:00 Côte d'Ivoire

2020-2021

POSITIVE CONVERSATION

JANUARY 21
4PM CET

REGIONS IN POST-COVID-19 GOVERNANCE



ANN-SOFI BACKGREN
VICE PRESIDENT OF AEBR

&



JEAN-LUC VANRAES
VICE PRESIDENT OF AER

THE CONVERSATION WILL GO LIVE ON OUR YOUTUBE CHANNEL

ORU FOGAR

ORU FOGAR
UNITED REGIONS ORGANIZATION

YouTube ORU Fogar

Conversación en positivo
Las regiones en la gobernanza post COVID-19

16 abril 2021
16:00 CEST
11:00 Santiago de Chile/Córdoba



MANUEL FERNANDO CALVO
VICEGOBERNADOR DE CÓRDOBA



MARCELO CARRASCO
PRESIDENTE DE ANCORE

CONVERSACIÓN EN POSITIVO

¿COVID19 nos impulsa hacia una nueva gobernanza?: Los peligros de la recentralización en el marco de la coyuntura Covid 19"



PABLO JURADO
PRESIDENTE CONGOPE
ECUADOR



CAMILO LLOREDA
GERENTE RAP PACÍFICO
COLOMBIA

Invita

14 DE MAYO DE 2021
17:00 CEST
10:00 am Hora Colombia y Ecuador

Transmisión:
YouTube ORU Fogar Facebook LIVE RAP Pacífico - CONGOPE

ORU FOGAR
RAP PACÍFICO
CONGOPE

ORU FOGAR
ORGANISATION DES RÉGIONS UNIES

Conversación en positivo

Las regiones en la gobernanza post COVID-19

16 septiembre 2021
9h Lima, Perú
11h Montevideo, Uruguay
16h Barcelona, España




Carlos Rúa
Gobernador de Ayacucho
Presidente de ANGR, Perú



Mario García
Intendente de Lavalleja
Uruguay

YouTube ORU Fogar

LE RÔLE DES RÉGIONS PENDANT LA PANDÉMIE

Non pas parce que c'est une évidence, ce que le Président Sekkal a affirmé et corroboré par tous les participants des Conversations ne doit pas être mentionné : les régions ont joué un rôle essentiel dans la gestion de cette crise sanitaire. Les dialogues ont révélé des pays dans lesquels les gouvernements centraux s'appuyaient fortement sur les régions, comme le Maroc, le Sénégal ou l'Uruguay, par rapport à des pays où la relation a été plus problématique comme la Côte d'Ivoire, le Chili ou le Pérou.

Grand consensus sur le fait que la pandémie a révélé les déficits les plus divers. Des problèmes latents sont apparus partout. Les plus notables ont été les déficits de santé. Le directeur de RAP Pacífico, Camilo Lloreda, a déclaré, par exemple, que dans cette région colombienne, la pandémie de COVID-19 a rendu visibles d'autres types d'épidémies qui n'avaient pas été résolues dans le pays depuis longtemps, comme le paludisme. Le intendente de Lavalleja, en Uruguay, Mario García, l'a expliqué ainsi : « Personne n'était préparé à une alerte de cette dimension. Il y avait un manque de tests, de laboratoires et de lits dans les hôpitaux. Afin d'obtenir toutes ces ressources, tous les prestataires privés et publics ont dû être coordonnés. Ce n'est qu'ainsi qu'en Uruguay, on a réussi à ce que le système de santé ne s'effondre pas ». En tout cas, en Europe, en Amérique ou en Afrique, sans distinction, les graves problèmes préexistants sont devenus évidents.

Pour Yéboué Kouamé Pascal, président du Conseil régional ivoirien du Bélier, la crise du COVID-19 a même révélé les carences de la décentralisation dans son pays. « On ne peut pas continuer comme avant, a-t-il dit, car on a vu qu'on a une 'décentralisation à vide' » .

Il existe également un large consensus sur la nécessité de prioriser la santé et de donner un rôle clair aux régions dans ce domaine. Adama Diouf, président de l'Association des départements du Sénégal, a déclaré



que la première leçon de la pandémie « est qu'il faut investir davantage dans la santé » . Mario García, intendente de Lavalleja, est allé plus loin lorsqu'il a affirmé que la future gouvernance sera très déterminée. par l'idée que « s'il n'y a pas de santé, il n'y a pas de développement » .

Le vice-président de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE), Jean-Luc Vanraes, a reconnu que, dans certaines régions, il existe une mauvaise répartition des compétences dans le domaine de la santé. Il a dénoncé qu'en Belgique, une partie des soins médicaux est toujours entre les mains de l'Etat fédéral et a appelé à une décentralisation définitive.

Dans plusieurs conversations, il a également été souligné comment la pandémie a montré l'importance du domaine éducatif. Diverses voix ont également salué l'engagement des régions en faveur de la sécurité alimentaire. « La pandémie a signalé que nous devons garantir la souveraineté alimentaire » , a déclaré Diouf. En ce qui concerne les aliments essentiels, nous ne pouvons pas dépendre autant des importations . "

Il a également été question de la nécessité pour les régions d'assumer davantage de compétences en matière de gestion des risques. À cet égard, Ann-Sofi Backgren, vice-présidente de l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) de la région d'Ostrobotnie en Finlande, a souligné que la gestion des risques appelait des politiques plus horizontales dans les régions transfrontalières.

Lors de la dernière des conversations, Carlos Rúa, gouverneur d'Ayacucho et président de l'Assemblée nationale des gouvernements régionaux du Pérou, et Mario García, intendente de Lavalleja, ont souligné l'existence de secteurs de la population réticents à la vaccination. Les régions, selon lui, devraient jouer un rôle fondamental pour surmonter ces résistances.

LE BESOIN D'ÊTRE EFFICACE

La crise du COVID-19 et les crises possibles qui peuvent survenir (économiques, climatiques...) exigent, comme jamais auparavant, une grande efficacité des administrations publiques. Abdessamad Sekkal a beaucoup insisté sur cette idée: « Aujourd'hui, les fonds publics que nous sommes limités et doivent être dépensés efficacement les gouvernements intermédiaires sont plus efficaces car ils sont plus proches des citoyens. . »

Les interventions de tous les participants, en tout cas, sont parties du postulat que, en raison de son manque d'efficacité, le centralisme n'est plus une option. Il a été souligné que la pandémie a donné le ton de ce que seront les problèmes du 21e siècle et que ceux-ci ne pourraient pas être traités avec les instruments institutionnels du 19e siècle.

Face à un modèle unitaire aussi centralisé que celui de son pays, Marcelo Carrasco, président d'ANCORE, Chili, a plaidé pour des gouvernements régionaux capables de réagir et de s'adapter aux conditions changeantes. Les Conversations ont finalement parié sur un grand changement dans la répartition de l'argent public et il a été dit que c'était une idée obsolète que les gouvernements centraux continuent de contrôler la majeure partie du budget.

La conversation entre la Finlandaise Ann-Sofi Backgren et le Belge Jean-Luc Vanraes a mis sur la table la nécessité de redire le principe de subsidiarité, ce qui signifie qu'une question doit être résolue par l'autorité, qu'elle soit normative, politique ou économique. C'est plus proche du problème à résoudre. Et, a-t-on dit, la pandémie a complètement modifié bon nombre des approches qui avaient été faites au cours des 20 dernières années en ce qui concerne une division des pouvoirs, dans laquelle le principe de subsidiarité était pris en compte. Ce dialogue entre deux européens s'est conclu par une grande invitation à toutes les organisations régionales, comme l'ARE ou l'ORU Fogar, à poursuivre le débat sur le principe de subsidiarité. Ainsi, il a opté pour un dialogue permanent sur le niveau de gouvernement auquel chaque compétence devrait appartenir pour être plus efficace, qu'il s'agisse du niveau local, régional, central ou européen.

TRAVAILLER AVEC LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Consensus général sur la nécessité pour l'État central et les régions de travailler en harmonie. Fort de sa longue expérience, le président fondateur de l'Association internationale des régions francophones, Thierry Cornillet, a beaucoup insisté à cet égard : "Etat central et régions ne doivent pas s'affronter, mais travailler ensemble" . En ce sens, il a dénoncé le danger que la dialectique région-État centrale ne réponde pas à un débat sur la gouvernance, mais soit utilisée comme un outil politique.

Sur la base de ce consensus, il s'agit de déterminer quel devrait être le domaine dans lequel l'État central et les régions travaillent. C'est une opinion générale que le pouvoir de l'État central devrait être dans le contrôle, l'évaluation, la planification et la redistribution. Les gouvernements centraux doivent fixer les lignes générales et les objectifs.

Ces objectifs généraux ne peuvent cependant être adaptés au territoire que par les gouvernements régionaux. Pour assurer une transposition efficace, les gouvernements régionaux doivent être forts. L'État central lui-même devrait garantir cette force pour que les régions puissent remplir cette fonction, en même temps qu'il devrait concevoir des mesures adaptées au territoire pour garantir l'efficacité de la transposition. Thierry Cornillet l'a exprimé très clairement : « L'État central doit faciliter, promouvoir et garantir la meilleure gestion des territoires . » Dans un sens très similaire, le président du CONGOPE et préfet de la région d'Imbabura, Pablo Jurado, s'est exprimé lorsqu'il a déclaré que la meilleure stratégie de développement pour les gouvernements centraux serait « de générer des alliances avec leurs gouvernements territoriaux ».



Accord général également que la gestion des services publics doit être entre les mains de ceux qui sont les plus proches du territoire et des citoyens, c'est-à-dire les régions. Ils ont également parlé de la nécessité que le budget soit entre les mains de ceux qui fournissent ces services publics.

Camilo Lloreda a beaucoup insisté sur la nécessité de mener les processus de décentralisation du territoire au niveau central, de manière multisectorielle et multiniveaux. Ainsi, il a montré sa méfiance à l'égard des processus de décentralisation uniquement promus par les gouvernements centraux.

Le président Sekkal a finalement appelé à un travail conjoint entre l'État central et les régions pour « se préparer aux futures crises ».

LES GOUVERNEMENTS LES PLUS PROCHES DU PEUPLE POUR AMÉLIORER LA DÉMOCRATIE

Plusieurs intervenants ont convenu que la gouvernance dans laquelle les régions comptent signifie une revitalisation de la démocratie. Chacun considérait que la remise du pouvoir au territoire était un moyen de le rapprocher des citoyens.

Dans le premier des entretiens, Thierry Cornillet a affirmé qu'au-delà de la décentralisation de l'administration, il fallait « décentraliser le pouvoir ». Ainsi, il a expliqué que lorsque la confiance du public dans les institutions est à un niveau faible, « l'adhésion et l'identification de la population à leur région respective est très positive ».

Adama Diouf, qui, en plus d'être président de l'Association des départements du Sénégal, est président du département de Kaffrine, a souligné à juste titre que, dans son pays, si le processus de décentralisation a avancé, c'est grâce à l'adhésion des populations à gouvernements régionaux et locaux. Il a révélé que pour cette raison, le processus de décentralisation au Sénégal s'étend, année après année, avec des réformes et plus de ressources en faveur des gouvernements territoriaux. Ainsi, il a exprimé sa conviction que les gouvernements régionaux assumeront beaucoup plus de responsabilités dans l'avenir du Sénégal.

Le président du Bélier a évoqué la nécessité d'avoir des collectivités locales, compte tenu des limites et de l'éloignement du gouvernement central de la population. Divers participants ont également exprimé leur conviction que les régions sont l'échelle idéale pour des expériences de démocratie participative qui viennent compléter la démocratie représentative. Ann-Sofi Backgren et Jean-Luc Vanraes ont convenu de l'importance d'impliquer les citoyens dans la prise de décision.

LA NÉCESSITÉ D'ATTEINDRE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Ces Conversations, exercice de dialogue sur la gouvernance future, ont mis en lumière les difficultés que - avec l'arrivée du COVID-19 - l'action publique a atteint tous les coins du territoire. À maintes reprises, le paradoxe a été constaté que le COVID-19 avait atteint les endroits les plus inhospitaliers, alors qu'il était très difficile à atteindre pour les autorités de santé publique, en raison du manque de ressources humaines et financières.

Dans les dialogues, en tout cas, l'engagement de l'ORU Fogar pour l'équilibre territorial, la défense du monde rural et la nécessité d'un développement pour atteindre tous les citoyens, peu importe où ils vivent, a été réaffirmé. Dans un monde complexe, avec une diversité croissante, des institutions proches sont nécessaires, a-t-on dit. Adama Diouf a déclaré qu'en ce sens, la proximité des gouvernements régionaux apporte « la qualité à la gouvernance ».

Le vice-président de l'ARFE, Jean-Luc Vanraes, a soulevé la nécessité d'une nouvelle perception de la politique, fondée sur l'importance accordée au « lieu » : « Nous avons une politique très nationale, mais la pandémie nous oblige à changer. termes plus basés sur le lieu, c'est là que la gestion est -essentiellement- entre les mains des gouvernements locaux et régionaux » .

Tous les participants ont défendu la nécessité d'avoir de bonnes infrastructures pour atteindre tous les coins du territoire. On a parlé d'infrastructures routières, mais aussi de numérique. Marcelo Carrasco a souligné que seules de bonnes infrastructures garantissaient « un bon accès aux services publics » . Dans ce même sens, Camilo Lloreda a dénoncé le manque de connectivité dans de nombreuses zones du RAP Pacífico.



Naturellement, tous les intervenants ont souligné que l'accès aux soins primaires et aux hôpitaux pendant la pandémie a été la preuve la plus évidente des difficultés de cette connectivité. Et, ainsi, tous ont souligné la nécessité de prioriser dans l'immédiat l'accès rapide aux centres de santé.

Dans la dernière des conversations, le gouverneur d'Ayacucho, Carlos Rúa, a affirmé que les régions étaient essentielles pour que les ressources sanitaires atteignent le territoire. « Notre territoire est si vaste, a-t-il dit, qu'il est très difficile d'atteindre les zones rurales. Le principal défi de la pandémie a été d'acheminer les ressources sanitaires vers les populations éloignées. Sans la participation des régions, le gouvernement central aurait contourné les groupes qui sont sensibles au virus ». Au moment de la Conversation, leur préoccupation était déjà la grande difficulté à faire vacciner tous les territoires et tous les secteurs sociaux. Carlos Rúa a expliqué à quel point un processus de vaccination était coûteux dans un territoire aussi étendu et manquant dans de bonnes communications, comme le Pérou. Ainsi, il a exigé une distribution "équitable" des vaccins.

LES RÉGIONS ET L'AGENDA MONDIAL

Au cours des sept conversations tenues, il y a eu diverses références à l'Agenda mondial, avec une mention particulière aux ODD et à l'Accord de Paris pour lutter contre le changement climatique. Le président Sekkal a été très concluant à cet égard lorsqu'il a affirmé que "les agendas mondiaux ne progresseront que si les régions sont en place".

Les participants africains, préoccupés par le changement climatique, ont fait valoir que les régions sont les mieux placées pour promouvoir des plans territoriaux qui relèvent ce défi. Le président du Bélier, par exemple, a appelé à un élargissement de la décentralisation, qui permet de lutter contre le changement climatique avec une meilleure allocation des ressources pour les régions.

Avec une approche plus générique, Ann-Sofi Backgren a invité les régions à participer à un grand redémarrage social et dans lequel prévalent des modes de vie plus durables. Il a fait valoir que la pandémie avait bouleversé les valeurs des gens, ouvrant la possibilité d'un développement plus respectueux de l'environnement.

L'une des conclusions les plus évidentes était en tout cas que le meilleur moyen de conjurer les dangers de la mondialisation est d'avoir des pouvoirs locaux et régionaux très forts.

LES RÉGIONS ET LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Dans toutes les conversations, il y avait une grande inquiétude quant aux conséquences économiques de la pandémie. Tous les participants ont convenu que dans le scénario post-COVID-19, les régions joueront un rôle fondamental, notamment au service des populations les plus vulnérables.

Grand accord entre de nombreux participants latino-américains pour défendre la nécessité, dans le scénario post-pandémique, d'une collaboration public-privé. Dans la conversation entre le conseiller Marcelo Carrasco du Chili et le sous-gouverneur argentin de la province de Cordoue, il y avait un grand accord sur le besoin « prédominant », a-t-on dit, de créer des accords de collaboration avec des agents privés et l'établissement d'alliances stratégiques entre le secteur public et privé. "En fin de compte ", a déclaré Calvo , "il s'agit d'apporter des solutions efficaces aux citoyens."

Qui a été encore plus clair à cet égard était Pablo Jurado du CONGOPE qui a dit que si la priorité était de créer des emplois, il fallait compter sans équivoque les entreprises privées, puisque ce sont ces dernières qui peuvent produire plus d'opportunités. "Le bon dirigeant - a-t-il souligné - n'est pas celui qui a le plus de travailleurs dans l'Etat, mais celui qui promeut le plus d'initiatives pour générer des richesses et des opportunités."

PLUS DE POUVOIR AUX RÉGIONS

Après les considérations les plus générales, tous les participants aux Conversations ont soutenu la nécessité de renforcer le pouvoir des régions. Ils ont défendu une véritable décentralisation, dans laquelle il y a des transferts de compétences et de ressources économiques.

Comme il est devenu habituel dans toutes les réunions de l'ORU Fogar, l'impact le plus important s'est toutefois produit en ce qui concerne l'allocation de ressources financières aux régions. D'une manière ou d'une autre, nombre d'intervenants ont souligné que les gouvernements régionaux ont besoin de plus de moyens, car ce sont eux qui affrontent le plus directement les problèmes.

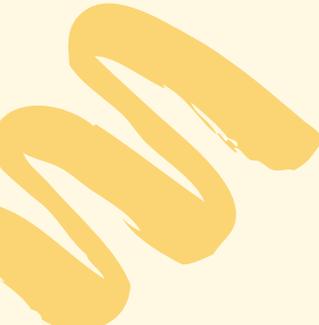
Le président du Bélier a par exemple pointé le paradoxe qui implique que les régions n'ont pas de moyens suffisants, mais que, pendant la pandémie, l'État leur a rappelé que « les hôpitaux sont à la charge des régions ». Il n'était pas le seul. celui qui a dénoncé le sous-financement des gouvernements régionaux.

Le gouverneur adjoint de Córdoba, Manuel Calvo, au - delà de se montrer en faveur de déléguer davantage de pouvoirs aux régions et provinces, a souligné que le monde régional devrait exiger un meilleur financement , car « il est pour nous qui atteignent les plus grandes exigences des citoyens . » Ainsi , , il a défendu la nécessité d' une grande redistribution des dépenses publiques. « Le processus de décentralisation - a- t- il dit - ne peut être réalisé qu'avec l'allocation des ressources correspondantes, qui permettent l'application efficace des politiques publiques dans les gouvernements intermédiaires et locaux.



Marcelo Carrasco d'ANCORE a reconnu l'importance de la décentralisation fiscale et administrative. "Au Chili, tant qu'un véritable processus de décentralisation n'aura pas été atteint , la situation va être complexe", a-t-il souligné, évoquant les crises cycliques du pays .

Le diagnostic de Camilo Lloreda de Colombie et du président du CONGOPE, Pablo Jurado, était similaire. Lloreda a expliqué que, dans son cas, de nombreuses fonctions avaient été transférées au niveau territorial, mais avec des ressources limitées. Le président de CONGOPE a souligné que « pour décentraliser une compétence, il doit être accompagné de ressources économiques . » Beaucoup ont souligné le danger de la frustration et le discrédit de la décentralisation lorsque les pouvoirs sont transférés, mais pas de ressources, ce qui a été trouvé à se produire dans différentes géographies.



LES 20 IDÉES FORCES

LES RÉGIONS ONT JOUÉ UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA GESTION DE LA PANDÉMIE DE COVID-19.

LA PANDÉMIE A SOULEVÉ DES DÉFICITS LATENTS, LES PLUS FLAGRANTS, SANITAIRES, LES PLUS GRAVES, SOCIAUX.

CETTE CRISE NOUS MONTRE QUE LA PRIORITÉ DOIT ÊTRE DONNÉE : AUX DOMAINES DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION ET PORTER UNE ATTENTION PARTICULIÈRE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.

FACE À LA COMPLEXITÉ DU MONDE GLOBAL, DANS LEQUEL LE CENTRALISME N'EST PLUS UNE OPTION, NOUS AVONS BESOIN DE GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX CAPABLES DE RÉAGIR ET DE S'ADAPTER AUX CONDITIONS CHANGEANTES.

D'UNE POLITIQUE QUI N'ÉVOLUAIT QUE DANS LES PARAMÈTRES DE LA « NATION », NOUS DEVONS PASSER À UNE POLITIQUE DANS LAQUELLE LE « LIEU » COMPTE. DANS CE CHANGEMENT, LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX JOUENT UN RÔLE FONDAMENTAL.

L'ÉTAT CENTRAL ET LES RÉGIONS NE DOIVENT PAS S'AFFRONTER, MAIS TRAVAILLER ENSEMBLE.

L'ÉTAT CENTRAL DOIT FACILITER, PROMOUVOIR ET GARANTIR LA MEILLEURE GESTION DES RÉGIONS. LA MEILLEURE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT EST CELLE DANS LAQUELLE LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX CRÉENT DES ALLIANCES AVEC LEURS GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX.



C'EST UNE APPROCHE DÉPASSÉE QUE LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX CONTINUENT DE CONTRÔLER LA MAJEURE PARTIE DU BUDGET PUBLIC. CEUX QUI DOIVENT CONTRÔLER LA PLUS GRANDE PARTIE DU BUDGET SONT CEUX QUI FOURNISSENT LES SERVICES ET CEUX QUI SONT LES PLUS PROCHES DES CITOYENS.

LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ DOIT ÊTRE REMIS SUR LA TABLE, CE QUI SIGNIFIE QU'UNE QUESTION DOIT ÊTRE RÉSOLUE PAR L'AUTORITÉ LA PLUS PROCHE DE LA QUESTION À RÉSOUDRE.

LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX DOIVENT FIXER LES LIGNES GÉNÉRALES ET LES OBJECTIFS. CES OBJECTIFS GÉNÉRAUX DEVRAIENT ÊTRE ADAPTÉS AU TERRITOIRE PAR LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX. POUR ASSURER UNE TRANSPOSITION EFFICACE, LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX DOIVENT ÊTRE FORTS.

LES PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION DOIVENT AVOIR L'IMPULSION DU TERRITOIRE ET NE PEUVENT PAS ÊTRE UNIQUEMENT DES PROCESSUS PROMUS PAR LES GOUVERNEMENTS CENTRAUX.

UNE GOUVERNANCE DANS LAQUELLE LES RÉGIONS COMPTENT SUPPOSE UNE REVITALISATION DE LA DÉMOCRATIE, CAR REMETTRE LE POUVOIR AU TERRITOIRE EST UNE MANIÈRE DE LE RAPPROCHER DES CITOYENS.



LES RÉGIONS, EN TANT QUE COLLECTIVITÉS LOCALES, SONT L'ENVIRONNEMENT APPROPRIÉ POUR EXPLORER LES POSSIBILITÉS DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE.

LES AGENDAS MONDIAUX NE PROGRESSERONT QUE SI LES RÉGIONS SONT EN PLACE. CE SONT CEUX QUI SONT LES MIEUX PLACÉS POUR PROMOUVOIR DES PLANS TERRITORIAUX QUI ABORDENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.

LA MEILLEURE FAÇON DE CONJURER LES DANGERS DE LA MONDIALISATION EST D'AVOIR DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX TRÈS FORTS.

DANS LE SCÉNARIO POST-COVID-19, LES RÉGIONS JOUERONT UN RÔLE FONDAMENTAL AU SERVICE DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES.

LA COLLABORATION PUBLIC-PRIVÉ EST ESSENTIELLE POUR LA REPRISE ÉCONOMIQUE APRÈS LA PANDÉMIE.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DOIVENT PROMOUVOIR LES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION ET NUMÉRIQUES, AFIN QUE TOUS LES TERRITOIRES ET TOUS LES CITOYENS AIENT ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS.

LA DÉCENTRALISATION N'EST RÉELLE QUE LORSQU'IL Y A UN TRANSFERT ADÉQUAT DE RESSOURCES FINANCIÈRES.

LE TRANSFERT DE POUVOIRS SANS RESSOURCES GÉNÈRE FRUSTRATION ET DISCRÉDIT DE LA DÉCENTRALISATION.

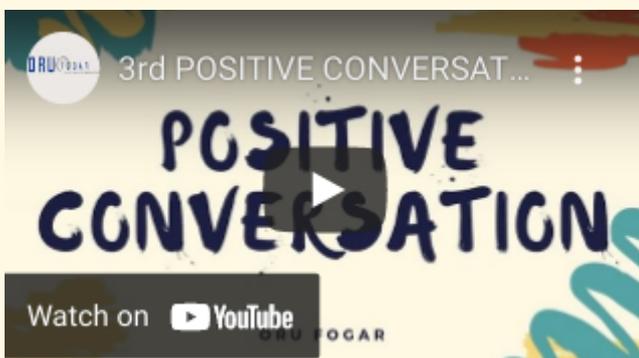
ENREGISTREMENTS DE CONVERSATIONS



ORU FOGAR

Official channel of the Regions United-Forum of Global Associations of Region; represents and defends the interests of...

YouTube



NOUVELLES PUBLIÉES

<http://www.regionsunies-fogar.org/fr/oru-en-action/projets/550-conversation-positive>

14 juillet 2021

Les « Conversations Positives » arrivent en Amérique Latine

<http://www.regionsunies-fogar.org/fr/media-files/nouvelles/633-les-conversations-positives-arrivent-en-amerique-latine>

12 février 2021

Conversations pour repenser le principe de subsidiarité

<http://www.regionsunies-fogar.org/fr/media-files/nouvelles/598-conversations-pour-repenser-le-principe-de-subsidiarite>

16 novembre 2020

Selon les présidents régionaux du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, la décentralisation est essentielle

<http://www.regionsunies-fogar.org/fr/media-files/nouvelles/576-selon-les-presidents-regionaux-du-senegal-et-de-la-cote-d-ivoire-la-decentralisation-est-essentielle>

17 juillet 2020

Des « Conversations positives » afin de traiter de la gouvernance post-COVID-19

<http://www.regionsunies-fogar.org/fr/media-files/nouvelles/553-des-conversations-positives-afin-de-traiter-de-la-gouvernance-post-covid-19>



www.regionsunies-fogar.org

secretariat@regionsunies-fogar.org